



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE,  
DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## SYNTHESE DU PROGRAMME NATIONAL DE FORMATION (PNF) INFORMATION/DESINFORMATION

7 FEVRIER 2024 – LYCEE D'ETAT JEAN ZAY

*Organisé par la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) en partenariat avec l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR), le centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI), le ministère des Armées et l'association des professeurs d'histoire-géographie (APHG).*

### PROBLEMATIQUE

Le retour de la guerre sur le continent européen engendre une demande d'éléments de compréhension des enjeux géopolitiques, des missions et de l'organisation de la défense et de la sécurité nationale pour les enseignants afin de répondre aux questionnements des élèves.

Le lien entre l'éducation aux médias et l'éducation à la défense se retrouve au cœur des actions d'influence et ingérences de puissances étrangères. La désinformation, le complotisme, les infox sont un enjeu majeur pour notre modèle démocratique. Ils peuvent être le fruit d'opérations d'influence des puissances étrangères aux dépens de nos intérêts. C'est ce que le ministère des armées qualifie de « champ informationnel », partie des « nouveaux champs » de la conflictualité. L'action de formation se propose d'apporter des connaissances, de les actualiser et d'ouvrir de nouvelles perspectives didactiques et pédagogiques au sein des classes pour aborder ces questions. Elle permettra de se demander comment la connaissance des mécanismes et des enjeux de l'information et de la désinformation contribue à la construction d'un citoyen éclairé et sensibilité aux enjeux de défense et de sécurité.

La notion de « guerre de l'information » y est débattue, en particulier l'acceptation du terme « guerre » dans un contexte de mobilisation de modes d'actions dits « hybrides » dans la compétition entre états.

## Ouverture institutionnelle

**Général (GCA) Benoît Durieux**, directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)

L'histoire est un riche catalogue d'exemples où la ruse et la désinformation, sous des formes anciennes, règnent afin de s'assurer d'une victoire ou d'un succès. On pense bien sûr à l'opération Overlord et au débarquement en Normandie, permis par une [large manœuvre d'intoxication](#). Cependant, ce qui est à l'œuvre aujourd'hui vise autre chose : le cœur et le fonctionnement même de nos démocraties, en cherchant à porter atteinte à la fois à nos institutions, à leur fonctionnement et à leur crédibilité. Et notre première ligne de défense, qui conduit à interdire, à entraver ou à limiter ces attaques, court le risque d'être considérée comme une limite à ce que nous considérons aussi comme le ferment de notre société : la liberté d'expression. Comment donc, face à ce dilemme, agir ? La réponse ne tient pas uniquement à ce que fait l'Etat par ses missions régaliennes de défense, mais c'est évidemment un travail de longue haleine que mènent aussi principalement les enseignants.

Car la désinformation n'est pas la guerre, et nous devons prendre garde à ne pas sur-réagir pour ne pas entrer dans une société de la tension perpétuelle. Nous connaissons les leviers sur lesquels nous pouvons insister : la culture générale et la lutte contre toute forme de relativisme. Former le citoyen, c'est en faire un homme et une femme conscient de son jugement, de sa capacité à prendre du recul et d'analyse. Au vrai, l'anticorps de la démocratie, ce sont trois pierres angulaires : la liberté de conscience, la capacité à animer et accepter le débat, et l'affirmation de convictions personnelles capables d'être posées en respectant ses interlocuteurs. Toutes choses que l'IHEDN favorise dans ses travaux et dans ses formations, auxquelles les enseignants peuvent bien entendu [postuler](#).

**Conférence d'ouverture : « [Information, désinformation, guerres d'influence : former les citoyens](#) »**

**Jérôme Grondeux**, IGESR, groupe histoire-géographie (H-G)



L'EMI est depuis les années 1980 partie prenante de l'effort éducatif français. Renforcée depuis 2015, cette éducation prend une dimension géopolitique du fait de l'évolution du paysage international et de l'avènement des sociétés de communication.

L'essor des réseaux sociaux a créé un monde fébrile, où les ressentis se communiquent et se massifient rapidement. L'opinion se polarise, tandis que les chaînes d'information continue se focalisent en boucle

sur des événements particuliers, au point de faire pression sur l'agenda politique et de rendre difficile l'édification de politiques publiques dans la durée. Sondages et réseaux sociaux projettent incessamment dans nos démocraties une image de l'opinion. Les gouvernants des pays démocratiques en sont ainsi fragilisés. Le contraste est saisissant entre des régimes politiques autoritaires qui corsettent leur opinion publique et des gouvernements démocratiques dont la représentativité est incessamment questionnée dans leurs moindres décisions.

Cela ouvre des possibilités d'influences étrangères de régimes autoritaires, par exemple par la diffusion de fake news visant à accroître les clivages entre gouvernants et gouvernés. Face à cela, les axes de l'EMI sont l'éveil de l'esprit critique, le renforcement de sa place dans les nouveaux programmes d'EMC, avec un rapprochement de cette dimension EMI et de l'éducation à la défense. L'intégration d'une dimension géopolitique permet de donner un nouveau souffle à l'éducation à la citoyenneté.

**Tristan Lecoq**, IGESR, groupe H-G

L'influence est une arme. Les Etats s'en servent. Alternative à la puissance ou dimension obligée de la guerre qui rend compte, rencontre et dessine la guerre elle-même. « Gagner la guerre avant la guerre », et aujourd'hui gagner la guerre, pendant la guerre, par l'influence. Si les deux guerres – l'influence et la « vraie » - sont liées dans leurs finalités, elles sont déliées dans leurs modalités. La Russie de Lénine connaissait ainsi cette démarche : la démocratie, pratiquant la liberté d'expression, il suffit de s'en servir contre elle. De la Russie des Soviets à celle d'aujourd'hui, les opérations d'influence ont des traits communs, qui justifient de les combattre par une « contre-influence » désormais inscrite dans la manœuvre militaire des opérations de nos armées.

Quelle défense ? Porter un regard contradictoire, nuancé et courageux sur le monde et sur nous-mêmes, sans renoncer à rien de ce qui nous fonde : la démocratie, l'Etat de droit, le respect de la personne. Pour nous, pédagogues engagés, le croisement des sources, la quête de la vérité « vérifiable et vérifiée » et le recul critique par rapport au savoir. Charles Péguy dans les *Cahiers de la Quinzaine* : « ... il faut dire ce que l'on voit et, surtout, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit ».

### [Présentation du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères \(VIGINUM\)](#)

**Marc-Antoine Brillant**, chef de VIGINUM, Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

Les manipulations de l'information constituent une menace sérieuse pour le débat public numérique et plus largement le bon fonctionnement des sociétés démocratiques. Ces dernières années, un nombre croissant de pays ont fait l'objet de campagnes numériques de manipulation de l'information. Apparues d'abord principalement en période électorale pour tenter d'influencer le vote de certaines catégories de citoyens, elles s'immiscent désormais dans tous les champs du débat public numérique, instrumentalisant tout faits d'actualités ou de société marquants dans le but de polariser les discussions et *in fine* atteindre la confiance du citoyen envers les institutions.

Face à cette menace grandissante, les pouvoirs publics ont pris des premières mesures. Créé en 2021, VIGINUM est le service opérationnel dont l'Etat s'est doté pour renforcer le dispositif national de lutte contre les manipulations de l'information. Rattaché au SGDSN, il a pour principale mission de détecter et de caractériser les opérations d'ingérence numérique étrangères.

Par ailleurs, aussi important soit-il, le volet protection ne peut répondre seul aux défis posés par la menace informationnelle. C'est bien d'une approche globale qu'il s'agit de déployer désormais, en soutenant notamment le remarquable travail d'information, de sensibilisation et de mobilisation des jeunes publics réalisé par les acteurs des mondes éducatifs, culturels et audiovisuels. En 2024, en étroite

liaison avec le ministère de l'Éducation nationale, les médias et la société civile, VIGINUM accompagne plusieurs projets éducatifs innovants autour de l'information et de l'éducation aux médias afin de renforcer la vigilance des plus jeunes. À cet effet, il s'agit principalement de produire des contenus et outils à vocation pédagogique en s'appuyant notamment sur des cas d'usage concrets.

### **Table-ronde : « L'information, un enjeu de pouvoir »**

*En quoi la construction et l'analyse de l'actualité constitue un enjeu de pouvoir ? Comment s'emparer de ce sujet, au centre des enjeux de citoyenneté et de défense, en classe ?*

**Modération : Thibaut Poirot**, professeur agrégé d'H-G (Ac Reims), membre de l'APHG

**Intervenants : Claire Blandin**, Historienne des médias, présidente de la Société pour l'histoire des médias ; **Karen Prevost-Sorbe**, référente académique EMI et coordonnatrice du CLEMI (Ac Orléans-Tours) ; **Sabine Jumeaux**, professeure documentaliste (Ac Versailles) ; **Fabien Zamora**, journaliste (AFP)

Les quatre regards complémentaires des intervenants (historique, professionnel, académique et dans un établissement) ont permis de balayer quatre thématiques. Dans un premier échange, chacun a traité la spécificité de l'actualité internationale, Claire Blandin rappelant son poids dans la construction de la presse comme marché. En établissement, comme le rappelle Sabine Jumeaux, la multiplication des crises invite plutôt à réfléchir aux bulles informationnelles des élèves plutôt qu'à leur surconnexion. Le deuxième temps d'échanges aborde la perspective (à partir de 12 min 50) de la fabrique de l'information, Fabien Zamora y revient sur les contraintes de cette fabrique et l'essor de formats courts, qui éloigne parfois trop de l'écrit, notamment les plus jeunes. Le troisième temps d'échanges interroge la confiance (à partir de 22 min 20) des jeunes envers l'information, Karen Prevost-Sorbe y revient sur la question des émotions face aux images, inscrivant le travail sur l'information comme une mise à distance de ses propres émotions. Le quatrième temps (à partir de 36 min 40) aborde les conditions pour éduquer à l'esprit critique, sans provoquer une hyper-défiance. Les intervenants reviennent sur la nécessité de décrypter le marché de l'information avec les élèves, en partant de leurs pratiques et non contre elles. Les échanges avec la salle portent notamment sur la question des images violentes dans l'éducation aux médias et leur impact sur les plus jeunes, comme cibles et victimes de désinformation via la manipulation des images violentes.

### **Conférence « L'ingérence des puissances étrangères dans la sphère informationnelle aujourd'hui »**

**David Colon**, professeur agrégé, enseignant à Sciences Po

Une guerre invisible et insidieuse se déroule sous nos yeux, menaçant nos démocraties. Dans cette conférence, David Colon, historien spécialiste de la propagande, décrit avec précision les mécanismes de cette nouvelle conflictualité mondiale en reprenant les axes majeurs de son ouvrage *La guerre de l'information*. Depuis la fin de la guerre froide et l'essor d'internet, les États militarisent l'information, bouleversant l'ordre géopolitique. Cette guerre, qui oppose régimes autoritaires et démocratiques, se joue sur des fronts virtuels et cognitifs où chaque citoyen devient une cible et un acteur involontaire.

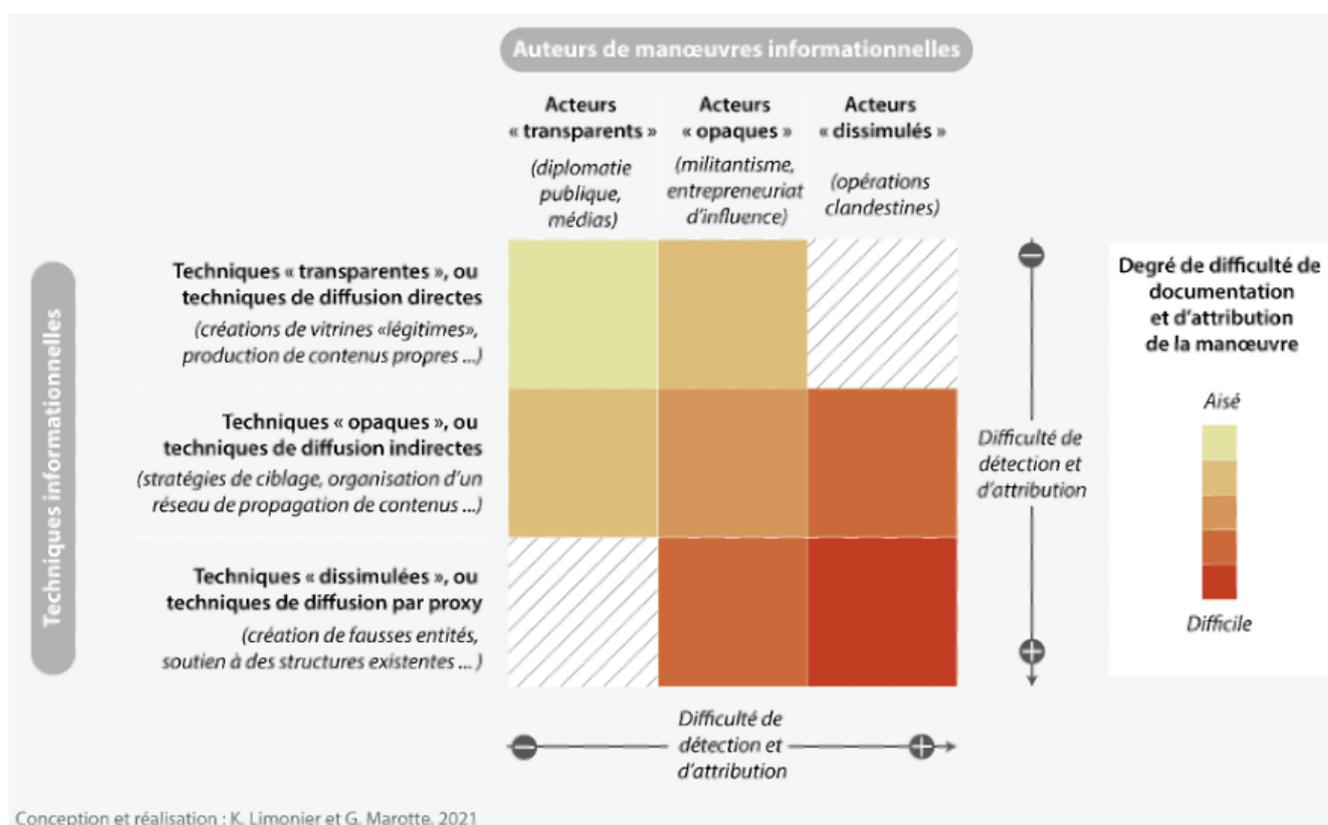
M. Colon met en lumière l'importance des stratégies d'influence, qu'elles relèvent du *hard power*, *soft power* ou *sharp power*. Cyberguerre, désinformation et théories du complot redéfinissent les règles du jeu, tandis que les réseaux sociaux, dopés par l'IA, deviennent un champ de bataille où l'information manipule les esprits, polarise les opinions et fragilise les sociétés. Enfin, il appelle à développer une résilience collective et à repenser notre rapport à l'information face à cette menace mondiale.

**Colonel Mathieu Nicolas-Guerrero**, commandement de la cyberdéfense (COMCYBER)

La guerre de l'information est une constante dans les conflits, mais l'avènement d'Internet et des réseaux sociaux a amplifié les manipulations informationnelles. De nombreux États et groupes utilisent la désinformation pour des stratégies hybrides mêlant actions militaires et civiles, souvent ambiguës et difficiles à attribuer. Ces campagnes numériques menacent le tissu social et les intérêts nationaux. Le COMCYBER est un acteur clé, opérant dans le cyberspace pour contrer ces attaques, renforcer la capacité à influencer et sensibiliser le public aux menaces informationnelles. Sa stratégie proactive inclut la collaboration avec l'Éducation nationale pour former des citoyens éclairés.

**Kélian Sanz Pascual**, chargé de recherches, Centre GEODE, Université Paris 8

Les manipulations de l'information russes s'articulent autour de trois objectifs principaux : discréditer l'adversaire stratégique, appuyer sur les fractures sociétales et rendre le concept de vérité flou. L'État russe s'appuie sur une série d'acteurs pouvant afficher leurs liens avec le Kremlin (ex : diplomatie publique) ou les dissimuler (ex : entrepreneurs d'influence tels qu'Evgueni Prigojine). Ceux-ci emploient des méthodes elles-mêmes plus ou moins opaques, du partage d'articles d'agence de presse étatiques russes à la dissémination de faux contenus sur les réseaux sociaux dont l'audience est artificiellement augmentée par des comptes automatisés. On observe en outre une tendance croissante à la sous-traitance de ces opérations par des agences de communication, qui profitent d'une augmentation de la demande faisant de la désinformation une activité de plus en plus lucrative.



### Table-ronde : « [Cibles et pratiques de la désinformation](#) »

Comment les puissances cherchant-elles à déstabiliser des états s'y prennent-ils pour influencer et désinformer les populations ? Quelles pratiques la communauté éducative peut-elle mettre en place pour ouvrir l'esprit critique dès le cycle 3 ?

**Modération : Vincent Bervas**, chargé de mission éducation à la défense (DGESCO)

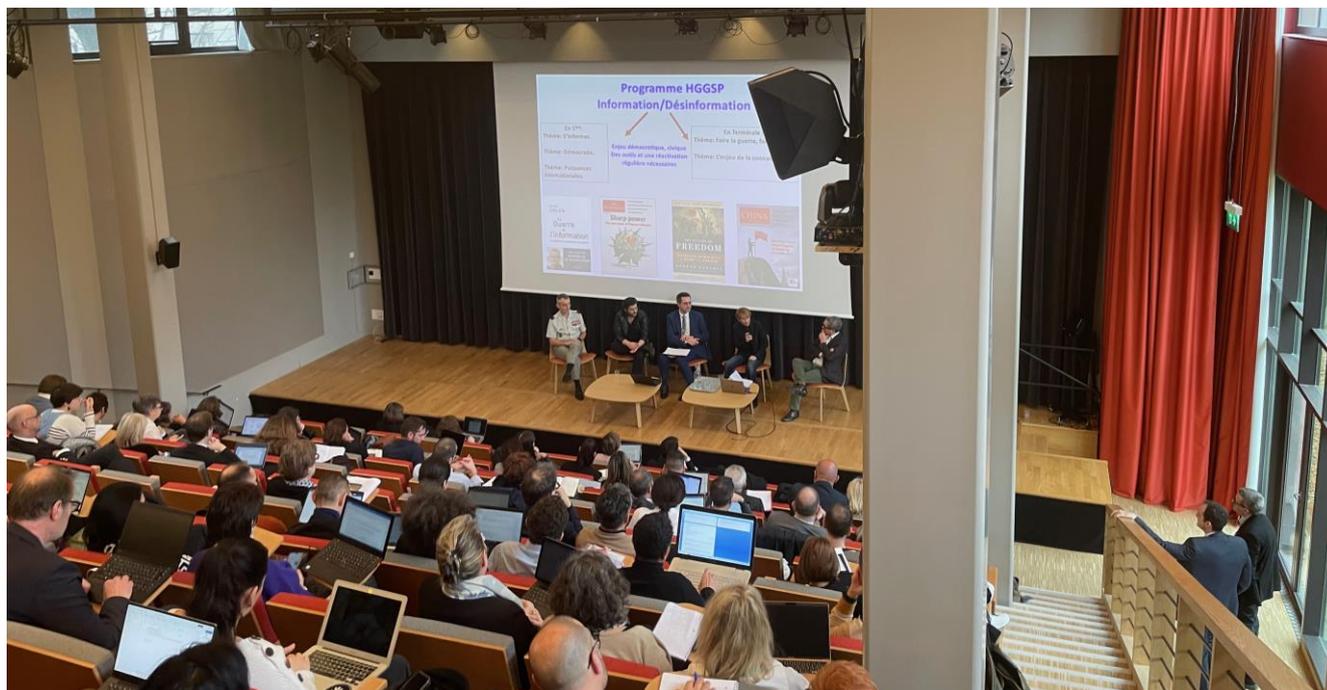
**Intervenants : Serge Barbet**, directeur délégué du Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI) ; **Général (GBR) Pascal Ianni**, chef de pôle Anticipation stratégique et orientation (EMA) ; **Nicolas Quénel**, journaliste indépendant ; **Karine Rousseau**, professeure agrégée H-G (Ac Lille)

La table ronde explore les défis contemporains posés par la désinformation, notamment ses impacts sur la société et l'éducation. Les intervenants abordent les stratégies des acteurs de la désinformation (États, entités non-étatiques) et l'évolution des pratiques de manipulation de l'information. La discussion met en lumière la « guerre cognitive », un concept où la désinformation vise à influencer les perceptions et comportements à grande échelle. Cette manipulation est facilitée par la vitesse de diffusion de l'information et par les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle, qui permettent de concevoir des contenus sophistiqués et difficiles à détecter.

Le rôle de l'éducation est au cœur de cette problématique, et le CLEMI (Centre pour l'éducation aux médias et à l'information) est essentiel pour outiller les enseignants et élèves face aux dangers de la désinformation. M. Barbet explique comment l'organisme forme les enseignants et développe des ressources pédagogiques pour renforcer la capacité des élèves à analyser l'information. Parallèlement, Mme Rousseau souligne l'importance d'une éducation critique en classe, où les jeunes apprennent à évaluer les sources et la fiabilité des informations qu'ils rencontrent quotidiennement.

Le GBR Ianni aborde les enjeux militaires et stratégiques, en soulignant que la désinformation n'est plus limitée à la propagande classique : elle inclut désormais des opérations d'influence et des stratégies d'intrusion complexes, souvent menées par des États comme la Russie ou la Chine. Les États démocratiques mettent en place des mesures de contre-influence pour protéger leurs citoyens. Celles-ci doivent s'inscrire dans des limites éthiques afin de préserver la transparence et les valeurs démocratiques.

Pour finir, les échanges s'orientent vers les outils à disposition des enseignants et des jeunes pour combattre la désinformation. Face à ces défis, les enseignants disposent de ressources du CLEMI et de partenariats institutionnels pour développer l'esprit critique des élèves. En conclusion, cette table ronde met en avant la nécessité d'une approche intégrée de la défense contre la désinformation, combinant action éducative, surveillance stratégique et réponse institutionnelle pour préserver la démocratie dans un environnement informationnel de plus en plus complexe.



© APHG

## Conclusion du séminaire, par **Florence Smits**, IGESR, doyenne du groupe histoire-géographie

De cette journée, il faut retenir trois idées principales :

1/ la nécessaire définition des termes employés pour mettre en évidence la distinction qui existe entre actualité, information, désinformation, mal information ou encore guerre informationnelle ;

2/ les enjeux liés à l'information et à la désinformation sont majeurs dans notre société démocratique où les opinions ont toute liberté pour s'exprimer. Ils sont toujours plus importants car ce sont bien la cohésion nationale, la puissance et l'influence de la France qui sont menacées ;

3/ face à cela, l'ensemble de la communauté éducative de l'École a un rôle essentiel à jouer pour développer l'esprit critique des élèves. Il est important que les élèves comprennent le sens de cet enseignement qui doit être explicite. Ce sont des connaissances et des compétences qui se construisent tout au long de la scolarité.

## Clôture institutionnelle

**Jean Hubac**, chef du service de l'accompagnement des politiques éducatives, adjoint au DGESCO

L'éducation à la défense, présente tout au long parcours de l'élève, traite des enjeux contemporains tels que la guerre informationnelle et la cyberdéfense. Le programme d'enseignement moral et civique introduit ces thèmes dès la 4<sup>ème</sup>. De même, les classes défense et sécurité globales permettent aux élèves de découvrir le domaine cyber et les métiers qui lui sont associés. Des concours comme le CTF, co-organisé par le Commandement de la cyberdéfense et la DGESCO, initient les jeunes à la cybersécurité de façon innovante, attirant des milliers de participants. Des partenariats entre établissement scolaires et unités militaires renforcent cette éducation, complétés par des formations pour enseignants, afin de mieux répondre aux enjeux géopolitiques actuels.

## Forum d'échanges et de ressources pédagogiques

Le séminaire s'est clôturé par un forum rassemblant partenaires et associations permettant d'échanger sur des ressources et dispositifs pédagogiques et de formation.

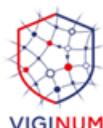


Site APHG : <https://www.aphg.fr/>

Adresse APHG : [a.p.h.g@wanadoo.fr](mailto:a.p.h.g@wanadoo.fr)



contact : [philippe.baille@intradef.gouv.fr](mailto:philippe.baille@intradef.gouv.fr)



[Site internet](#) et contact : [VIGINUM\\_contact@sgdssn.gouv.fr](mailto:VIGINUM_contact@sgdssn.gouv.fr)



[Site internet](#)



**GOVERNEMENT**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général  
du Comité interministériel de prévention  
de la délinquance et de la radicalisation

[Site internet](#)



[Site internet](#)



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général  
pour l'administration  
Direction de la mémoire,  
de la culture et des archives



[Site internet](#)

[Ressources pédagogiques](#)

contact : [dmca-bapim-  
evenement.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:dmca-bapim-evenement.contact.fct@intradef.gouv.fr)

Claire Blandin : [claire.blandin@sorbonne-paris-nord.fr](mailto:claire.blandin@sorbonne-paris-nord.fr)

David Colon : [david.colon@sciencespo.fr](mailto:david.colon@sciencespo.fr)